#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# DÉPARTEMENT **HAUTES-ALPES**

### NOMBRE DE CONSEILLERS

-	en exercice	13
-	présents	9
-	votants	13
-	absents	4

Date de convocation:

# 30/09/2025

Date d'affichage:

## 30/09/2025

	VOTE	
-	POUR	13
-	CONTRE	0
-	ABSTENTION	0

Publié le EXTRAIT D

ID: 005-210501458-20251009-083\_2025-DE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 21/10/2025 Recu en préfecture le 21/10/2025

# De la commune de ST-JEAN-ST-NICOLAS

#### Séance du jeudi 09 octobre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le jeudi 09 octobre 2025 à 20 heures, le conseil municipal s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Rodolphe PAPET, Maire.

Présents : Josiane ARNOUX - Thierry BAUD - Monique JANIK - Isabelle DE COLOMBEL – Claude ALLAIRE – Daniel AUBERT – Caroline DANGEL – Eloïse RIBAIL

Absents et représentés: Marc-André DABAT (a donné pouvoir à Josiane ARNOUX) – Claude GUET (a donné pouvoir à Rodolphe PAPET) – Michel PRETI (a donné pouvoir à Claude ALLAIRE) -Déborah BELIN (a donné pouvoir à Thierry BAUD)

Monique JANIK est nommée secrétaire de séance

# DELIBERATION N°083/2025: CONTRATS D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

#### Le Maire rappelle :

La collectivité a, par la délibération n°003/2025 en date du 20 février 2025, demandé au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes de négocier un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986;

#### Le Maire expose :

Le Centre de Gestion des Hautes-Alpes a communiqué à la commune les résultats la concernant.

#### Le Conseil, après en avoir délibéré :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant statut général de la Fonction Publique Territoriale et plus particulièrement les articles 25 et 26,

Vu le décret n° 85-643 du 26 Juin 1985, relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris en application du deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

#### DÉCIDE

### **D'ACCEPTER** la proposition suivante :

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet 01/01/2026)

#### Conditions:

## **Agents CNRACL**

Risques garantis : Décès /Accident de travail/Longue maladie/Longue durée/Maternité-Paternité-Adoption/Maladie ordinaire

Envoyé en préfecture le 21/10/2025

Reçu en préfecture le 21/10/2025

Publié le

ID: 005-210501458-20251009-083\_2025-DE

	Petit marché : 11 / 30 agents	formule choisie
Formules	Taux global 2026	
<b>1</b> - (AT/MP FO - DC - LMLD - MAT - MO <b>F5) + F0</b>	8,39%	
<b>2</b> - (AT/MP F0 - DC - LMLD - MAT - <b>MOF10</b> )	7,92%	х
<b>3</b> - (AT/MP F0 - DC - LMLD - MAT - <b>MOF15</b> )	7,63%	
3 bis - (AT/MP F15 - DC - LMLD - MAT - MOF10)	7,58%	
<b>4 -</b> (AT/MP F0 - DC - LMLD - MAT - <b>MOF30</b> )	6,92%	
<b>4 bis -</b> (AT/MP <b>F30</b> - DC - LMLD - MAT - <b>MOF10</b> )	7,41%	

Des frais de gestion de 0.5% seront facturés en plus des taux proposés par l'assureur.

<u>Agents Titulaires ou Stagiaires non-affiliés à la C.N.R.A.C.L. et des Agents Non-Titulaires</u>
Risques garantis : Accident de service/maladie professionnelle ; maladie grave ; Maladie ordinaire

Options0	Taux global 2026	Cocher la formule choisie
1 - (Tous risques - MO F5)	1,20%	
2 - (Tous risques - MO F10)	1,10%	х
3 - (Tous risques - MO F15)	1,05%	
4 - (Tous risques - MO F30)	0,93%	

Des frais de gestion de 0.1% seront facturés en plus des taux proposés par l'assureur.

- D'AUTORISER le Maire à signer les conventions en résultant.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits

Pour copie conforme

LE MAIRE,

Rodolphe PAPE

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le et publication ou notification du

2.1 nct 20